

MEEUWEN-GRUITRODE. — Bij besluit van 4 maart 2004 van de Vlaamse minister van Financiën en Begroting, Ruimtelijke Ordening Wetenschappen en Technologische Innovatie :

— is goedgekeurd het bijgaand wijzigingsplan bestaande uit een plan van de bestaande toestand, een bestemmingsplan met bijbehorende stedenbouwkundige voorschriften en een onteigeningsplan tot wijziging van het bij ministerieel besluit van 15 juni 1995 goedgekeurd bijzonder plan van aanleg « Centrum V » genaamd, van de gemeente Meeuwen-Gruitrode;

— is verklaard dat het algemeen nut de onteigening vordert van de percelen aangegeven op het onteigeningsplan;

— is aan de gemeente Meeuwen-Gruitrode machtiging tot onteigenen verleend.

MEEUWEN-GRUITRODE. — Bij besluit van 4 maart 2004 van de Vlaamse minister van Financiën en Begroting, Ruimtelijke Ordening Wetenschappen en Technologische Innovatie is goedgekeurd het bijgaand wijzigingsplan bestaande uit een plan van de bestaande toestand en een bestemmingsplan met bijbehorende stedenbouwkundige voorschriften tot wijziging van het bij de ministeriële besluiten van 8 maart 1988 en 30 juni 1994 goedgekeurd en gewijzigd bijzonder plan van aanleg « Ellikom » genaamd, van de gemeente Meeuwen-Gruitrode.

MERELBEKE. — Bij besluit van 2 maart 2004 van de Vlaamse minister van Financiën en Begroting, Ruimtelijke Ordening Wetenschappen en Technologische Innovatie :

— is goedgekeurd het bijgaand bijzonder plan van aanleg nr. 7 « Centrum » bestaande uit een plan van de bestaande toestand, een bestemmingsplan met bijbehorende stedenbouwkundige voorschriften en een onteigeningsplan, tot herziening en uitbreiding van het bijzonder plan van aanleg « Centrum » van de gemeente Merelbeke;

— is verklaard dat het algemeen nut de onteigening vordert van de onroerende goederen aangegeven op het onteigeningsplan;

— is aan de gemeente Merelbeke machtiging tot onteigenen verleend.

NEVELE. — Bij besluit van 5 maart 2004 heeft de Vlaamse minister van Financiën en Begroting, Ruimtelijke Ordening Wetenschappen en Technologische Innovatie :

— het gemeentelijk ruimtelijk uitvoeringsplan « Eeksken », goedgekeurd van de gemeente Nevele, bestaande uit een toelichtingsnota, een plan bestaande feitelijke toestand, een plan bestaande juridische toestand, een bestemmingsplan met stedenbouwkundige voorschriften en de bestemmingsplannen voor de beide bedrijven met telkens specifieke stedenbouwkundige voorschriften en een onteigeningsplan.

— is verklaard dat het algemeen nut de onteigening vordert van de goederen aangegeven op het onteigeningsplan;

— is machtiging tot onteigenen verleend aan de onteigende instanties zijnde de gemeente Nevele en de sociale huisvestingsmaatschappij.

STEENOKKERZEEL. — Bij besluit van 4 maart 2004 van de Vlaamse minister van Financiën en Begroting, Ruimtelijke Ordening Wetenschappen en Technologische Innovatie is goedgekeurd het bijgaand vierde wijzigingsvoorstel van het bijzonder plan van aanleg nr. 1 « Kasteel van Humelgem » genaamd, van de gemeente Steenokkerzeel, bestaande uit een plan met de bestaande toestand, een bestemmingsplan en de bijhorende stedenbouwkundige voorschriften.

## COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

### MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[2004/200785]

#### 17 DECEMBRE 2003. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française relatif au statut organique des établissements scientifiques de la Communauté française

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiée par la loi spéciale du 8 août 1988 et la loi spéciale du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat, plus particulièrement l'article 87, § 3;

Vu l'arrêté royal du 22 décembre 2000 fixant les principes généraux, tel qu'il a été modifié;

Vu l'arrêté royal du 20 avril 1965 relatif au statut organique des établissements scientifiques de l'Etat, tel qu'il a été modifié;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française, tel qu'il a été modifié;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances du 30 janvier 2002;

Vu l'accord du Ministre du Budget donné le 31 janvier 2002;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique donné le 17 décembre 2003;

Vu le protocole n° 291 du comité de Secteur XVII conclu le 4 juin 2003;

Vu le procès-verbal de la réunion du Conseil de Direction du 2 juin 2003;

Vu la délibération du Gouvernement sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 3 novembre 2003 en application de l'article 84, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur proposition du Ministre de la Culture, du Budget, de la Fonction publique, de la Jeunesse et des Sports;

Vu la délibération du Gouvernement du 17 décembre 2003;

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

Etablissement : établissement scientifique de la Communauté française

Ministre compétent : le membre du Gouvernement qui a l'établissement dans ses attributions.

**Art. 2.** Les établissements scientifiques assument des activités de recherche scientifique et des missions de service public liées à ces activités.

**Art. 3.** Les compétences spécifiques des établissements scientifiques sont fixées par le Gouvernement sans préjudice des dispositions de l'arrêté du 11 décembre 1995 du Gouvernement de la Communauté française relatif au contrôle administratif et budgétaire.

**Art. 4.** Les établissements se composent, outre leur direction, de services scientifiques. Ils peuvent également, selon les besoins, comprendre des services techniques, administratifs, spécialisés et des services pédagogiques spécifiques.

Parmi les services scientifiques des établissements, il peut y avoir des services scientifiques généraux.

**Art. 5.** Chaque établissement comprend du personnel scientifique dirigeant, dont au moins un Directeur et un Directeur scientifique, du personnel scientifique, du personnel administratif, spécialisé et technique.

Ils peuvent être complétés par des dispositions spécifiques applicables à l'un ou plusieurs établissements.

Le personnel administratif, spécialisé et technique est soumis aux statuts administratif et pécuniaire des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française - Ministère de la Communauté française.

Conformément aux arrêtés du Gouvernement de la Communauté française relatifs à la situation administrative et pécuniaire des agents de niveaux 3, 2+ et 1 du Ministère de la Communauté française, le Directeur et le Directeur scientifique jouissent de toutes les prérogatives attribuées aux fonctionnaires des rangs 15 et 12.

Le cadre du personnel de chaque établissement est fixé par le Gouvernement, sans préjudice des dispositions de l'arrêté du 11 décembre 1995 du Gouvernement de la Communauté française relatif au contrôle administratif et budgétaire.

**Art. 6.** Le Directeur assure la direction de l'établissement, sans préjudice des attributions réservées au Directeur scientifique. A ce titre, il assume, sous l'autorité du fonctionnaire général dirigeant la Direction générale à laquelle l'établissement scientifique est rattaché ci-après appelé le fonctionnaire général, la gestion globale de l'établissement. Il coordonne également le volet non scientifique des missions de service public liées aux activités de l'établissement, ainsi que la gestion du volet non scientifique des activités de préservation et de diffusion.

Le Directeur scientifique assume, sous l'autorité du fonctionnaire général et du Directeur, la direction scientifique de l'établissement. Il coordonne les activités de recherche, le volet scientifique des missions de service public liées à ces activités ainsi que le volet scientifique des activités de préservation et de diffusion.

En cas de conflit de compétence entre le Directeur et le Directeur scientifique le différent est réglé par le fonctionnaire général.

Cet article s'applique dans le respect de l'article 2 de la loi du 16 juillet 1973 organisant la protection des tendances idéologiques et philosophiques.

**Art. 7. § 1<sup>er</sup>.** Le Conseil scientifique est composé de membres du personnel scientifique, dirigeant ou non, de l'établissement et de personnalités scientifiques, choisies en dehors de l'établissement en raison de leurs compétences dans les disciplines scientifiques concernées, parmi les universités francophones disposant de troisièmes cycles dans les disciplines concernées, de manière à représenter l'ensemble de la communauté universitaire.

Le Directeur et le Directeur scientifique siègent de droit dans le Conseil scientifique.

Le nombre de membres est précisé dans le règlement organique de chaque établissement.

§ 2. Le président et le vice-président du Conseil sont choisis de manière telle que l'un des mandats est assuré par le Directeur de l'établissement et l'autre par une des personnalités scientifiques externes à l'établissement. Le président désigne au sein du Conseil un secrétaire.

§ 3. En dehors du personnel scientifique dirigeant de l'établissement, dont le mandat est permanent, les membres du Conseil sont nommés par le Gouvernement pour un terme de quatre ans renouvelable.

§ 4. Le Conseil donne ses avis au Ministre compétent sur les questions d'ordre scientifique qui concernent l'accomplissement des tâches de l'établissement.

Il émet tous les avis requis, notamment en matière de nomination aux fonctions dirigeantes.

Il intervient en qualité de Conseil de direction pour le personnel scientifique et exerce les mêmes compétences que celles dévolues au Conseil de direction conformément aux dispositions de l'arrêté du Gouvernement du 22 juillet 1996 portant statut des agents des Services du Gouvernement à l'exception de la prérogative visée à l'article 4 dudit arrêté. Dans ce cas, seuls les membres appartenant à l'établissement ont voix délibérative et la présidence est assumée par le Directeur de l'établissement.

Si le directeur est absent, la suppléance peut être assurée par le fonctionnaire général de l'administration à laquelle l'établissement est rattaché. Celui-ci a voix délibérative et assume la présidence du Conseil de direction. Cette disposition est applicable uniquement lorsqu'il n'existe pas d'autres fonctions dirigeantes au sein de l'établissement concerné.

**Art. 8.** Sous réserve de la disposition de l'alinéa 3 ci-dessous, les dispositions de l'article 7, relative à la mission et à la composition du Conseil scientifique lui sont applicables.

L'un des Directeurs d'établissement scientifique assume la présidence du Conseil. Son mandat est de deux ans; il n'est pas immédiatement renouvelable.

Les Directeurs et les Directeurs scientifiques des établissements scientifiques concernés siègent de droit au sein de ce Conseil.

Cet article s'applique dans le respect de l'article 2 de la loi du 16 juillet 1973 organisant la protection des tendances idéologiques et philosophiques.

**Art. 9.** Les membres du Conseil scientifique bénéficient des indemnités pour frais de parcours et de séjour accordés aux agents des services du Gouvernement de la Communauté française. Pour l'application de ces dispositions réglementaires, les membres du Conseil qui ne font pas partie du personnel d'un établissement scientifique sont assimilés à des fonctionnaires de rang 16.

**Art. 10.** Le Conseil d'établissement a un rôle consultatif pour toute question en relation avec l'établissement.

**Art. 11.** Le Gouvernement peut charger un établissement d'activités de recherche ou de missions de service public qui ne font pas partie de ses attributions permanentes notamment en application des articles 14 et suivants de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 avril 1998, relatif au financement du Fonds National de la Recherche scientifique, au renforcement du potentiel scientifique universitaire et au financement de programmes de recherche fondamentale collective.

Le Directeur d'établissement peut, dans l'hypothèse visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, faire appel à du personnel sous contrat d'emploi et engager d'autres dépenses correspondant aux activités et missions susdites, dans les limites des crédits budgétaires prévus à cette fin et avec l'accord de l'autorité à laquelle appartient le pouvoir de nomination, et ce sans préjudice de l'arrêté royal 22 décembre 2000 fixant les principes généraux du statut administratif et pécuniaire des agents de l'Etat applicables au personnel des services des Gouvernements de Communauté et de Région et des Collèges de la Commission communautaire commune et de la Commission communautaire française ainsi qu'aux personnes morales de droit public qui en dépendent.

Le choix du personnel contractuel sera effectué en concertation avec le directeur scientifique de l'établissement.

Disposition modificative de l'arrêté du Gouvernement du 22 juillet 1996 portant statut des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française

**Art. 12.** A l'article 11 de l'arrêté du Gouvernement du 22 juillet 1996 portant statut des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française entre le premier et le deuxième alinéa est inséré un nouvel alinéa rédigé comme suit :

"Le Conseil de direction comprend également les Directeurs des établissements scientifiques de la Communauté française lorsqu'il traite d'une situation se rapportant à un membre du personnel non scientifique d'un établissement scientifique".

**Art. 13.** L'arrêté royal du 20 avril 1965 relatif au statut des établissements scientifiques de l'Etat est abrogé.

**Art. 14.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> jour du mois qui suit le jour de la publication au *Moniteur belge*.

**Art. 15.** Le Ministre de la Fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 17 décembre 2003.

Par le Gouvernement de la Communauté française,

Le Ministre de la Fonction publique,  
C. DUPONT

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[2004/200785]

**17 DECEMBER 2003. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende het organiek statuut van de wetenschappelijke instellingen van de Franse Gemeenschap**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980, gewijzigd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988 en de bijzondere wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de federale staatsstructuur, inzonderheid op artikel 87, § 3;

Gelet op het koninklijk besluit van 22 december 2000 tot vaststelling van de algemene principes, zoals gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 20 april 1965 betreffende het statuut der wetenschappelijke inrichtingen van de Staat, zoals gewijzigd;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, zoals gewijzigd;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën van 30 januari 2002;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 31 januari 2002;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Ambtenarenzaken van 17 december 2003;

Gelet op het protocol nr. 291 van het Comité van Sector XVII, gesloten op 4 juni 2003;

Gelet op de notulen van de vergadering van de Directieraad van 2 juni 2003;

Gelet op de beraadslaging van de Regering over de aanvraag aan de Raad van State om binnen een termijn van hoogstens één maand advies te verlenen;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 3 november 2003 ter uitvoering van artikel 84, lid 1, 1<sup>o</sup>, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Cultuur, Begroting, Ambtenarenzaken, Jeugd en Sport;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van 17 december 2003,

Besluit :

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit, dient verstaan te worden onder :

Instelling : wetenschappelijke instelling van de Franse Gemeenschap

Bevoegde Minister : het lid van de Regering tot wiens bevoegdheid de instelling behoort.

**Art. 2.** De wetenschappelijke instellingen staan in voor activiteiten van wetenschappelijk onderzoek en opdrachten van openbare dienst in verband met deze activiteiten.

**Art. 3.** De specifieke bevoegdheden van de wetenschappelijke instellingen worden door de Regering bepaald onverminderd de bepalingen van het besluit van 11 december 1995 van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende de administratieve en begrotingscontrole.

**Art. 4.** Naast de directie, bestaan de instellingen ook uit wetenschappelijke diensten. Ook kunnen zijn, naargelang de behoeften, specifieke technische, administratieve, gespecialiseerde en pedagogische diensten omvatten.

Onder de wetenschappelijke diensten van de instellingen kunnen er ook algemene wetenschappelijke diensten zijn.

**Art. 5.** Iedere instelling omvat leidend wetenschappelijk personeel, waaronder minstens een Directeur, een Wetenschappelijk Directeur, wetenschappelijk personeel, administratief, gespecialiseerd en technisch personeel

Zij kunnen aangevuld worden via specifieke bepalingen die van toepassing zijn op een of meer inrichtingen.

Het administratief, gespecialiseerd en technisch personeel is onderworpen aan het administratief en geldelijk statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap - Ministerie van de Franse Gemeenschap.

Overeenkomstig de besluiten van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende de administratieve en geldelijke toestanden van de ambtenaren van de niveaus 3, 2, 2+ en 1 van het Ministerie van de Franse Gemeenschap, genieten de Directeur en de Wetenschappelijk Directeur alle prerogatieven toegekend aan de ambtenaren van de rangen 15 en 12.

De personeelsformatie van iedere instelling wordt vastgesteld door de Regering, onverminderd de bepalingen van het besluit van 11 december 1995 van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende de administratieve en begrotingscontrole.

**Art. 6.** De Directeur staat in voor de leiding van de instelling, onverminderd de bevoegdheden toebedeeld aan de Wetenschappelijk Directeur. Als dusdanig, neemt hij, onder de overheid van de ambtenaar-generaal die de leiding heeft van de Algemene directie waaraan de wetenschappelijke inrichting verbonden is, hierna de ambtenaar-generaal genoemd, het globale beheer waar van de instelling. Hij zorgt ook voor de coördinatie van het niet-wetenschappelijke deel van de opdrachten van openbare dienst die verband houden met deze activiteiten alsook het beheer van het niet-wetenschappelijke deel van de vrijwarings- en verspreidingsactiviteiten.

Onder de leiding van de ambtenaar-generaal en van de Directeur, zorgt de Wetenschappelijk Directeur voor de wetenschappelijke leiding van de instelling. Hij coördineert de onderzoeksactiviteiten, het wetenschappelijke deel van de opdrachten van openbare dienst die verband houden met deze activiteiten alsook het wetenschappelijke deel van de vrijwarings- en verspreidingsactiviteiten.

In geval van bevoegdheidsconflict tussen de Directeur en de Wetenschappelijk Directeur wordt het geschil beslecht door de ambtenaar-generaal.

Dit artikel wordt toegepast met inachtneming van artikel 2 van de wet van 16 juli 1973 waarbij de bescherming van de ideologische en filosofische strekkingen gewaarborgd wordt.

**Art. 7. § 1.** De Wetenschappelijke Raad bestaat uit leden van het al dan niet leidend wetenschappelijke personeel van de instelling en van wetenschappelijke personaliteiten, gekozen buiten de instelling als gevolg van hun bijzondere bevoegdheden in de betrokken wetenschappelijke disciplines, onder de Franstalige universiteiten die derde cycli inrichten in de betrokken vakken, zodat al de universitaire gemeenschap vertegenwoordigd wordt.

De Directeur en de Wetenschappelijk Directeur zetelen van rechtswege in de Wetenschappelijke Raad.

Het aantal leden wordt in het organiek reglement van iedere instelling vastgesteld.

§ 2. De voorzitter en de ondervoorzitter van de Raad worden zo gekozen dat een van de mandaten door de Directeur van de instelling en het andere door een van de wetenschappelijke personaliteiten van buiten de instellingen waargenomen worden.

§ 3. Met uitzondering van het wetenschappelijke personeel dat de leiding heeft van de instelling, waarvan het mandaat permanent is, worden de leden van de Raad door de Regering benoemd voor een vernieuwbare periode van vier jaar.

§ 4. De Raad brengt advies uit aan de Minister bevoegd inzake wetenschap met betrekking tot het vervullen van de opdrachten van de instelling.

Hij brengt alle vereiste adviezen uit, inzonderheid omtrent de benoemingen voor leidinggevende ambten.

Hij treedt op als Directieraad voor het wetenschappelijke personeel en oefent dezelfde bevoegdheden uit als deze toegewezen aan de Directieraad overeenkomstig de bepalingen van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, met uitzondering van het prerogatief bedoeld bij artikel 4 van vermeld besluit. In dit geval, zijn slechts de leden die tot de instelling behoren stemgerechtigd en wordt het voorzitterschap waargenomen door de Directeur van de instelling.

Indien de Directeur afwezig is, wordt hij vervangen door de ambtenaar-generaal van het bestuur waaronder de instelling ressorteert. Deze ambtenaar is stemgerechtigd en neemt het voorzitterschap waar van de Directieraad. Deze bepaling is enkel van toepassing wanneer er geen andere leidinggevende ambten bestaan binnen de betrokken instelling.

**Art. 8.** Onder voorbehoud van de bepaling van hiernavolgend lid 3, worden de bepalingen van artikel 7 betreffende de opdracht en de samenstelling van de Wetenschappelijke Raad op hem van toepassing.

Een van de Directeurs van een wetenschappelijke instelling neemt het voorzitterschap van de Raad waar. Zijn mandaat is geldig voor een periode van twee jaar; het is niet onmiddellijk vernieuwbaar.

De Directeurs en de Wetenschappelijk Directeurs van de betrokken wetenschappelijke instellingen zetelen van rechtswege in deze Raad.

Dit artikel wordt toegepast met inachtneming van artikel 2 van de wet van 16 juli 1973 waarbij de bescherming van de ideologische en filosofische strekkingen gewaarborgd wordt.

**Art. 9.** De leden van deze Wetenschappelijke Raad genieten de vergoedingen ter dekking van reis- en verblijfkosten toegekend aan de ambtenaren van de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap. Voor de toepassing van deze reglementaire bepalingen, worden de leden van de Raad die niet deel uitmaken van het personeel van een wetenschappelijke instelling gelijkgesteld met ambtenaren van rang 16.

**Art. 10.** De Raad van de instelling speelt een adviesrol voor elke vraag in verband met de instelling.

**Art. 11.** De Regering kan een instelling belasten met onderzoeksactiviteiten of opdrachten van openbare dienst die niet deel uitmaken van haar permanente bevoegdheden inzonderheid bij toepassing van de artikelen 14 en volgende van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 3 april 1998 betreffende de financiering van het Nationaal Fonds voor wetenschappelijk onderzoek, de versteviging van het wetenschappelijk universitair potentieel en de financiering van programma's voor collectief fundamenteel onderzoek.

De Directeur van de instelling kan, in het geval vermeld bij lid 1, een beroep doen op personeel met een arbeidsovereenkomst en andere uitgaven vastleggen die overeenstemmen met de bovenvermelde activiteiten en opdrachten, binnen de perken van de begrotingskredieten die te dien einde bepaald zijn en met de instemming van de overheid die over de bevoegdheid inzake benoeming beschikt, en dit onverminderd het koninklijk besluit van 22 december 2000 tot bepaling van de algemene principes van het administratief en geldelijk statuut van de rijksambtenaren die van toepassing zijn op het personeel van de diensten van de Gemeenschaps- en Gewestregeringen en van de Colleges van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en van de Franse Gemeenschapscommissie, alsook op de publiekrechtelijke rechtspersonen die ervan afhankelijk zijn.

De keuze inzake contractueel personeel geschiedt in overleg met de Wetenschappelijk Directeur van de instelling.

Wijzigingsbepaling van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap

**Art. 12.** In artikel 11 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, tussen het eerste en het tweede lid, wordt een nieuw lid ingevoegd, luidend als volgt :

«De Directieraad bevat ook de Directeurs van de wetenschappelijke instellingen van de Franse Gemeenschap wanneer een toestand met betrekking tot een lid van het niet-wetenschappelijke personeel van een wetenschappelijke instelling behandeld wordt. »

**Art. 13.** Het koninklijk besluit van 20 april 1965 betreffende het statuut der wetenschappelijke inrichtingen van de Staat wordt opgeheven.

**Art. 14.** Dit besluit treedt in werking op de eerste dag die volgt op de dag van publicatie in het *Belgisch Staatsblad*.

**Art. 15.** De Minister van Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 17 december 2003.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Ambtenarenzaken,  
C. DUPONT.

## MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[2004/200788]

### 17 DECEMBRE 2003. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant le statut du personnel scientifique des établissements scientifiques de la Communauté française

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiée par la loi spéciale du 8 août 1988 et la loi spéciale du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat, plus particulièrement l'article 87, § 3;

Vu l'arrêté royal du 22 décembre 2000 fixant les principes généraux, tel qu'il a été modifié;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 décembre 2003 relatif au statut organique des établissements scientifiques de la Communauté française;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances du 30 janvier 2002;

Vu l'accord du Ministre du Budget donné le 31 janvier 2002;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique donné le 17 décembre 2003;

Vu le protocole n° 291 du comité de Secteur XVII conclu le 4 juin 2003;

Vu la délibération du Gouvernement sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 3 novembre 2003 en application de l'article 84, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur proposition du Ministre de la Culture, du Budget, de la Fonction publique, de la Jeunesse et des Sports;

Vu la délibération du Gouvernement du 17 décembre 2003

Arrête :

#### CHAPITRE I<sup>er</sup>.

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent statut est applicable au personnel scientifique des établissements scientifiques de la Communauté française créés en application des dispositions de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 décembre 2003 relatif au statut organique des établissements scientifiques de la Communauté française.

**Art. 2.** Par Ministre compétent au sens du présent arrêté, il y a lieu d'entendre le ou les Ministre(s) dont relève l'établissement scientifique intéressé.

Par Conseil scientifique au sens du présent arrêté, il y a lieu d'entendre le Conseil scientifique créé en vertu de l'article 7 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 décembre 2003 relatif au statut organique des établissements scientifiques de la Communauté française.